



Masculinités positives & santé co-responsable : lutte contre la culture du risque et de la virilité chez les jeunes en RDC

Porteur du projet : ULB-Coopération (be)

Partenaires : Le Monde Selon Les Femmes (be)

Si Jeunesse Savait (rdc)

Académie Nationale Paysanne au Congo (rdc)

mars 2022



Dossier complet

NOM DU PROJET : **MASCULINITÉS POSITIVES & SANTÉ CO-RESPONSABLE : LUTTE CONTRE LA CULTURE DU RISQUE ET DE LA VIRILITÉ CHEZ LES JEUNES EN RDC**

MONTANT DEMANDÉ : **716.472 € (FRAIS ADMINISTRATIFS INCLUS)**

DURÉE : **30 MOIS**

DATE D'INTRODUCTION : **02/03/2022**

Table des matières

1. Organisation porteuse du projet	3
2. Données bancaires	3
3. Motivation (Pertinence)	3
4. Objectifs (Efficacité).....	5
5. Activités et stratégies.....	7
6. Partenaires (Synergie et complémentarité)	10
7. Impact et durabilité.....	11
8. Visibilité du donateur.....	11
9. Méthodes de suivi (Capacité de gestion)	12
10. Budget détaillé axé sur les résultats (Efficience).....	13
11. Analyse de risques.....	15
12. Liste des Annexes	16

1. Organisation porteuse du projet

<u>Nom Complet</u>	ULB-Coopération
<u>Abréviation</u>	ULB-C
<u>Statut Juridique</u>	ASBL, Agrément ONG
<u>Adresse officielle</u>	Avenue F.D. Roosevelt 50, CP266 B-1050 Bruxelles
<u>Représentant</u>	Alain Wodon, Directeur Général
<u>Site internet</u>	https://www.ulb-cooperation.org/
<u>Personne de contact</u>	Félix Vanderstricht, Coordinateur de la Cellule des Opérations
<u>Téléphone</u>	+32 2 650 61 01
<u>GSM</u>	0485/71.41.44
<u>E-mail</u>	felix.vanderstricht@ulb-cooperation.org

2. Données bancaires

Nom de la Banque	CBC
Adresse de la Banque	Avenue Albert Ier 60 5000 Namur
Numéro de compte / IBAN (UE)	BE95732041380958
Titulaire	ULB-Coopération ASBL
BIC/SWIFT	CREGBEBB
Référence à indiquer lors des paiements	Masculinités RDC – 2202 – N° tranche paiement

3. Motivation (Pertinence)

Contexte. La RDC, pays au cœur de l’Afrique avec plus de 92 millions d’habitants compte une population féminine de plus de 50,7%. Malgré sa forte présence et participation dans la vie active congolaise, les traditions patriarcales, préjugés sociaux et culturels ainsi que le fonctionnement des services publics ne reconnaissent pas assez les droits de la femme. En 2018, la valeur de l’Indice d’Inégalités de Genre (IIG) de la RDC est de 0.655, derrière la moyenne des pays à Développement Humain (DH) faible et des pays de l’Afrique subsaharienne (moyenne africaine = 0,548 et d’Afrique subsaharienne = 0,621). La RDC est classée 156ème pays sur les 162 considérés dans le classement mondial. Au regard de cette inégalité du genre en RDC, les femmes et jeunes filles, fort dépendantes économiquement et socialement des hommes sont exposées à des risques accrus de violence et ensuite de stigmatisation. Si à Kinshasa, ville avec plus de 10 millions d’habitants et plusieurs quartiers défavorisés les comportements à risque affichés par certains acteurs liés à l’alcool, la drogue et le sentiment d’impunité mettent en danger la dignité et la vie de la femme dans l’offre de service en santé ainsi que dans l’éducation, d’autres facteurs aggravants viennent se rajouter au Nord Kivu : la présence de plus de centaine de groupes armés et leurs violences sur les femmes. Une étude menée en 2019 dans la ville de Goma, au Nord Kivu, mettait en évidence des barrières dans l’accès des femmes et filles aux soins de santé, dont nombreuses sont liées au genre (H-Lambert et Kahindo, 2019). Le Docteur Mukwege dans son livre « l’homme qui répare les femmes » y précise que le viol est utilisé comme une arme de guerre minant toute la société.

La question des genres, de l’équité ou de l’égalité entre hommes et femmes fait l’objet d’un long processus de discussion et de décision dans la communauté internationale et est maintenant intégrée dans les Objectifs de Développement Durable. Ce processus ne doit pas masquer l’existence de tendances et opinions encore très diverses, notamment au sein des différentes cultures et ethnies présentes en RDC. Ces différentes cultures se rencontrent, se mélangent ou se confrontent particulièrement dans les milieux urbains.

Le contexte en RDC présente néanmoins quelques signes positifs : grâce au projet EKOKI porté par Si Jeunesse Savait, la question des masculinités positives a fait son entrée dans le milieu scolaire. Les autorités administratives ont montré un intérêt pour cette problématique qui ne demande qu'à être amplifiée en qualité et quantité. Le 25 novembre 2021¹ s'est tenue à Kinshasa, à l'initiative de la présidence congolaise de l'Union Africaine, une réunion de 6 chefs d'état africains sur le thème des masculinités positives.

Exposé du Problème. Tous les indicateurs abordant la thématique du genre sont inquiétants, que ce soit la scolarité, la santé (maternelle ou reproductive, l'accès à des soins de qualité, la reconnaissance des besoins psychosociaux), l'accès aux facteurs de production pour l'activité économique, les violences dans les lieux de socialisation (violences physiques, harcèlement sexuel). Cette situation dramatique se transmet entre générations et les jeunes hommes, dans un contexte déstructuré, adoptent des cultures du risque et de la virilité qui renforcent ces situations et ces dynamiques négatives. Ces cultures sont fort fermées et imperméables aux critiques ou à la remise en perspective de leurs comportements et valeurs formant leur identité. La situation est donc systémique et ancrée dans les milieux familiaux, scolaires, professionnels, sanitaires, ce qui rend le changement difficile à atteindre. Les décisions politiques nationales ou internationales ont peu d'influence sur les comportements quotidiens. De même, les lois ou documents à vocation normative adoptés par des autorités, « par en haut », ne sont pas perçus comme contraignants ou constituant des références acceptées.

Pertinence par rapport aux politiques et stratégies de la coopération belge : Tout d'abord, notre projet s'inscrit dans la lutte pour la réalisation de l'ODD 5 (cibles 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.7 et 5.9), mais aussi des ODD 3 (cibles 3.4 et 3.5), ODD 10 (cibles 10.2) et ODD 17 (cibles 17.9 et 17.17). Le projet s'aligne aussi avec les politiques belges et englobe les 4 domaines d'action prioritaire de la politique Genre de la coopération belge : l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire et économique et la lutte contre les violences basées sur le genre. Il s'inscrit aussi dans la politique DGD et dans le plan d'action genre, ainsi que dans la cible 1 du CSC RDC. Le projet répond à un besoin confirmé par l'IIG et observé par les différents partenaires du consortium travaillant sur le terrain dans leurs domaines respectifs. La pertinence de notre action est renforcée par une réponse globale et systémique face à ces 4 domaines prioritaires, en rassemblant des acteurs actifs dans chacun d'eux au niveau du consortium et au niveau des groupes cibles. Le projet travaillera dans les provinces de Kinshasa et du Nord-Kivu, deux provinces qui ont des points communs et des spécificités propres. Ce choix est fait en vue de renforcer la dimension « réflexive » du projet, de partager des bonnes pratiques et approches à partir de contextes différents et de renforcer le réseautage des acteurs de la société civile dans le domaine du genre².

¹ Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

² Ce processus contribue à l'ACTIVITE 6 du RESULTAT 4 du Plan d'Action Relatif à l'Intégration de la Dimension du Genre - S'inscrire dans les réseaux d'expert-e-s « genre et développement »

4. Objectifs (Efficacité)

Objectif général :

« Les enseignants, les jeunes en cours de formation, les prestataires des soins, les usagers des soins dont les groupes professionnels spécifiques recourent de moins en moins à un comportement qui met la vie de leur entourage en danger y compris la violence (verbale ou physique), la violence basée sur le genre et refusent de s'y soumettre grâce au renforcement de leurs capacités et à la promotion d'un environnement favorable à la masculinité transformatrice dans les sites ciblées ».

Objectif spécifique :

« Pendant 30 mois, les comportements et attitudes masculines toxiques et leurs effets sur les Violences Basées sur le Genre sont identifiés, débattus et compris participativement par les groupes cibles à travers des processus d'échanges réflexifs et d'auto-apprentissage, qui aboutissent dans des chartes qui, avec l'appui de « facilitateurs d'égalités » issus de ces mêmes groupes cibles, servent de référence commune pour accompagner les changements de comportement des jeunes Filles et Garçons. »

Compte tenu du caractère systémique et diffusé du problème, le projet propose de travailler sur les représentations des rôles masculins et féminins dans une approche multi acteurs réflexive. A travers une approche sectorielle, les principaux lieux de socialisation des jeunes, où se nouent leurs liens sociaux et intergénérationnels, seront abordés conjointement par les partenaires, à travers la mise en place d'espaces d'échanges, de discussions et de débats. Ces débats et ateliers réflexifs permettront la confrontation des représentations culturelles, personnelles ou politique des stéréotypes de genre, notamment concernant la virilité et la masculinité. Des outils méthodologiques spécifiques (intelligence collective, analyse de la perception individuelle du risque de genre, récit de vie, ...) renforceront la compréhension des points de vues différents. Ces ateliers réflexifs feront émerger des compréhensions communes et à travers un processus de décision par consensus aboutiront à identifier des changements de comportements concrets que le groupe se fixe. Parce que le projet rencontrera immanquablement des personnes en situation de risque, ou des victimes de violence, il est prévu des moyens pour l'accompagnement psychologique des personnes qui en ont besoin : les animateurs·trices feront particulièrement attention aux signes montrant que des participants·es ne sont pas à l'aise pour s'exprimer en groupe, notamment quand il s'agit de sentiments ou expériences traumatisantes ou qui sont perçues comme honteuses. Ce sont ces personnes qui seront orientées vers une prise en charge psychosociale. Et avec leur accord, ces expériences ou sentiments pourront être exposés de manière anonyme au groupe pour en faire un objet de discussion. Dans certains cas, ces personnes pourront être soutenues pour développer une activité génératrice de revenus comme moyen de sortir de leur situation problématique. C'est la sphère de contrôle du projet (cf schéma de la Théorie du Changement).

Ce travail réflexif, multi acteurs impulsera des changements individuels qui seront actés dans des chartes d'engagement adaptées à chaque groupe cible ou institution (une école, un centre de santé par exemple). Des « facilitateurs·trices d'égalité » seront désignés par consensus pour servir d'exemple positif et matérialiser le contrôle social entre parties prenantes des chartes. Les autorités des différentes institutions (écoles, centres de santé, associations professionnelles) s'engageront, portés par leurs membres, usagers ou clients, dans l'institutionnalisation de ces bonnes pratiques. C'est la sphère d'influence du projet (cf schéma de la Théorie du Changement).

Enfin, dans la sphère d'intérêt du projet, ces chartes, promues par les citoyens et des institutions intermédiaires, pourront être une base pour un plaidoyer vers les autorités publiques des secteurs concernés,

pour un ancrage dans le plus long terme des acquis du projet. Un processus de capitalisation³ multi acteurs, soutenu par ULB-C et Le Monde Selon les Femmes renforcera l'identification des bonnes pratiques, leur utilisation pour un plaidoyer vers les acteurs institutionnels congolais ainsi que leur diffusion dans le secteur de la coopération notamment (Trajectoire d'apprentissage du CSC RDC, Agricongo, HubSanté, FABAC, ...).

Zones d'interventions : Le projet se focalise sur des communes dans ou en périphérie de 3 centres urbains (Kinshasa, Goma, Butembo) où se brassent des cultures différentes et où les circuits de socialisation se multiplient et se fragmentent. A l'exception de Masina qui en compte 2, ces communes recouvrent chacune une zone de santé : les acteurs administratifs communaux, sanitaires ou éducatifs se trouvent donc au même niveau administrativo-politique.

- Province de Kinshasa - 5 Communes : Kingasani, Masina, Kimbanseke, Bandalungwa et Kintambo
- Province du Nord-Kivu - 4 Communes : Vuhovi, Katwa, Karisimbi et Goma

Au sein de ces communes, le projet se base sur une approche sectorielle : milieux scolaires, formations sanitaires et milieux professionnels (associations de producteurs, mototaxi). Concentrer cette approche sectorielle dans un nombre défini de communes permet de travailler au plus près des réalités de terrain, avec les jeunes qui sont en contact avec ces différents secteurs et de ne pas rester à un niveau d'organisation intermédiaires ou représentatives.

Groupes Cibles :

L'approche sectorielle décrite ci-dessus explique la taille des groupes cibles et le fait qu'ils ne représentent qu'une fraction de la population totale des communes/zone de santé où se déroule le projet. Au sein des communes cibles, certains secteurs sont ciblés et au sein de ces secteurs, un nombre d'intervenants ou institutions (écoles, centres de santé, associations professionnelles) limité. Et au sein de ces acteurs, le projet privilégie le travail en petit groupe, pour créer une émulation propice au déclenchement du changement.

Groupes cibles directs			
Type	Description	Nombre	
Acteurs de l'éducation	Élèves et enseignants du niveau secondaire et supérieur	NK : 2325 jeunes et 465 enseignants, dans 93 écoles	Kin : 1450 jeunes, 46 enseignants dans 28 écoles
Acteurs du monde professionnel	Associations de motocyclistes, mototaxis, organisations paysannes	NK : 2.550 membres d'OP et d'organisations professionnelles	Kin : 140 membres d'associations de motocyclistes
Acteurs de la santé	Personnel médical, infirmier et management des centres de santé publics et privés dans les ZS cibles	NK : 166 représentants du personnel de 93 CS, 166 représentants des CODESA, 166 représentants des usagers	Kin : 95 prestataires des soins des structures de première ligne de 42 CS, 950 usagers
Acteurs de la société civile	Clubs de jeunes, associations de femmes, associations LGBTQ+	NK : au moins 15	Kin : au moins 24 clubs de jeunes et associations

³ Ce processus contribue à l'ACTIVITE 7 du RESULTAT 4 du Plan d'Action Relatif à l'Intégration de la Dimension du Genre - Soutenir les travaux de recherche sur le thème « genre et développement » auprès de l'ensemble des acteurs de la recherche et de la société civile

5. Activités et stratégies

Capacité Opérationnelle

ULB-Coopération : ULB-C est une ONG agréée qui dispose d'une expérience reconnue dans la gestion de projets similaires en RDC (DGD, UE, ...). ULB-C a des bureaux de coordination à Kinshasa et Goma, qui sont déjà en relation avec les partenaires Si Jeunesse Savait et ANPC. ULB-C mobilisera son expertise technique liée à la santé publique, notamment la santé communautaire, les violences basées sur le genre⁴, l'animation de groupes de réflexion. Le siège de l'ONG assurera un appui technique en méthodologie de Gestion Inclusive des Savoirs et pourra mobiliser son expertise méthodologique en Education à la Citoyenneté Mondiale pour soutenir les activités de sensibilisation et d'animation des jeunes. Le programme 2017-2021 d'ULB-C a démontré l'efficacité d'une action concertée à la base entre représentants de l'offre et de la demande de soins, à travers l'animation de groupes informels de réflexion (ex Kintambo à Kinshasa⁵). ULB-C a également mené plusieurs études sur la question du genre dans le système de soins de santé au Nord-Kivu⁶.

Le Monde Selon les Femmes : Depuis plus de 20ans, Le Monde selon les femmes (M/F) est une ONG agréée dans le monde de la coopération au développement, de l'éducation permanente et de la recherche action avec pour objectif d'intégrer une perspective de genre dans les questions des droits humains. Son action s'articule autour de quatre axes : la **recherche-action** à partir des savoirs locaux, la **formation** et la construction d'**outils pédagogiques**, et le travail de **plaidoyer** politique. Ces axes se renforcent mutuellement et nourrissent son réseau international. Depuis 2001, le M/F intègre de manière transversale la question des masculinités dans son approche. Le Monde Selon les Femmes collabore déjà avec les partenaires SJS et ANPC pour des projets de promotion de la santé sexuelle et reproductive des femmes et filles vulnérables. En 2021, Le Monde selon les femmes a coordonné la recherche croisée intitulée « Perspectives de genre sur les Masculinités : Bolivie, RDC, Sénégal et Belgique ». Les différents apports ont mis en lumière, d'une part, un modèle masculin hégémonique qui normalise les violences basées sur le genre, la distribution inégalitaire des ressources et des tâches du care, ainsi que l'accès et les usages inégaux des espaces. D'autre part, la recherche expose des modèles alternatifs de masculinités et des pistes d'actions pour travailler sur l'égalité entre les sexes avec les hommes et les garçons.

Typologie d'Activités

- **Préparer : Formations de formateurs** : définir et valider des manuels de formation de formateurs aux masculinités transformatrices, former les formateurs et les accompagner. Former des animateurs·trices aux pratiques réflexives pour l'organisation d'ateliers d'échanges, renforcer les capacités existantes dans ce domaine au sein des institutions cibles.
- **Sensibiliser : Leadership** : identifier parmi les groupes cibles des leaders communautaires et formations de ceux·elles-ci aux masculinités transformatrices. Soutenir ces leaders dans l'animation des groupes, les contacts avec les parties prenantes et, une fois les chartes définies, dans l'application de celles-ci (rôle de facilitation de l'égalité) ;
- **Organiser : Réunions et espaces d'échanges réflexifs** : organiser la tenue de réunions et d'espaces d'échanges réflexifs avec des représentants des communautés, des prestataires de soins et d'organisations professionnelles, à destination des jeunes, afin d'aborder les sujets « culture du risque, de la virilité » et « violences faites aux femmes » ;
- **Mobiliser : Plans d'action et chartes** : soutenir les processus d'analyse des risques, la définition de plans d'actions concrets et l'élaboration de chartes pour les formations sanitaires, écoles,

⁴ https://www.ulb-cooperation.org/wp-content/uploads/2020/08/approche_interculturelle_dans_un_projet_damelioration_des_soins_de_sante_aux_victimes_de_0.pdf

⁵ <https://www.ulb-cooperation.org/wp-content/uploads/2020/11/analyse-logique-dun-projet-visant-le-renforcement-de-laparticipation-communautaire.pdf>

⁶ https://www.ulb-cooperation.org/wp-content/uploads/2020/06/femmes_et_acces_aux_soins_en_rdc_0.pdf

associations professionnelles, qui donnent un cadre contextualisé, basé sur l'expérience quotidienne des citoyens·nes et qui pourront servir d'exemples à d'autres institutions ;

- **Soutenir : Soins psychosociaux et Activités Génératrices de Revenus** : et Créer un dispositif de référencement/contre-référencement vers des services psychosociaux et d'appui à l'autonomisation par des microcrédits aux victimes de VBG ;
- **Diffuser : Mise en réseau et plaidoyer** : soutenir le plaidoyer des parties prenantes vis-à-vis des autorités publiques pour l'adoption des chartes. Soutenir les échanges d'expériences, de capitalisation et de bonnes pratiques entre les zones d'intervention. Capitaliser les bonnes pratiques et les partager via le CSC RDC et également le HubSanté et le FABAC.

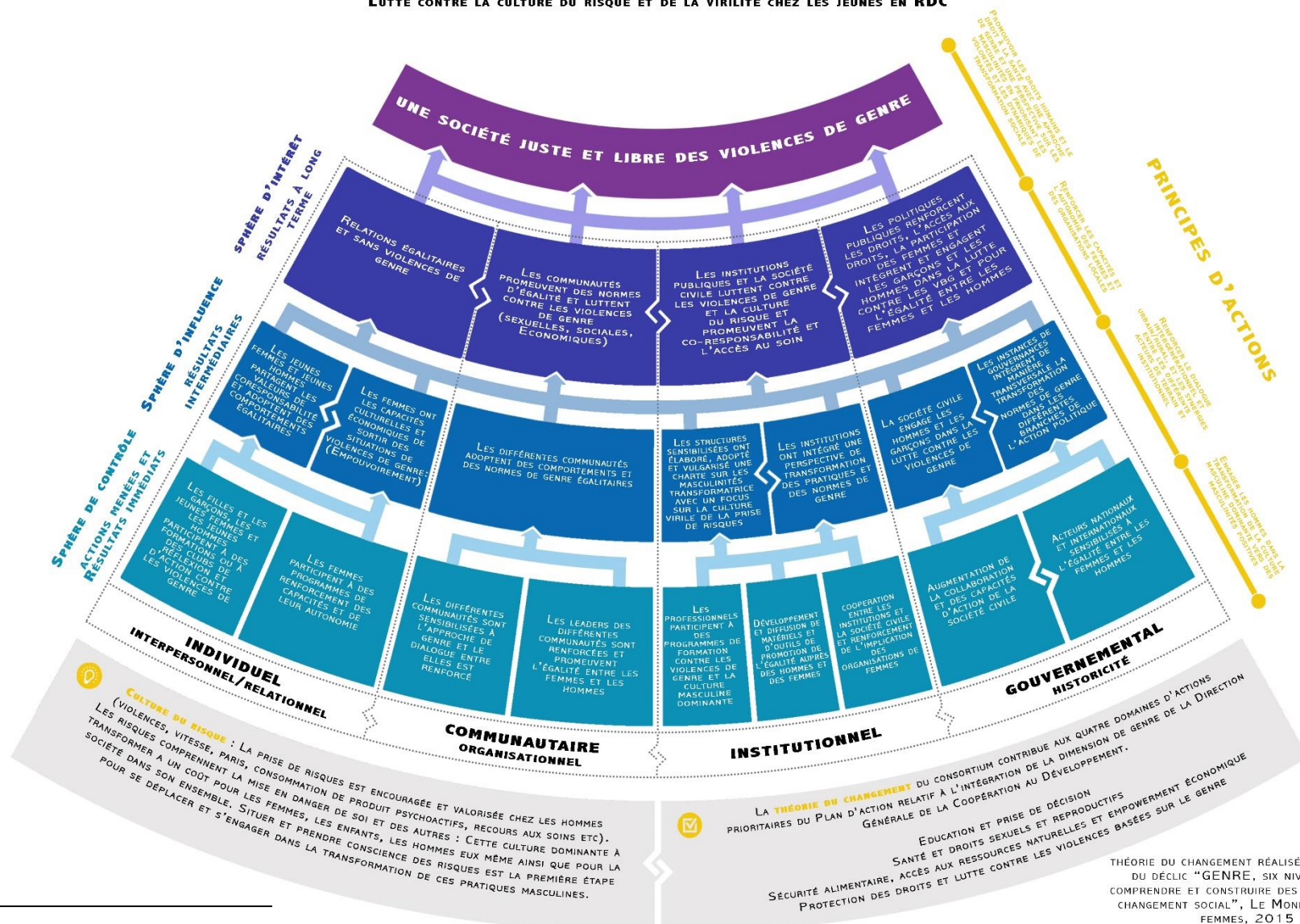
Calendrier d'intervention : Le projet peut démarrer au quatrième trimestre 2021 pour une durée de 30 mois. Les années indiquées dans le planning et le budget sont des années « projets » et non « calendrier ».

	An 1 (par trimestre)	An 2 (par trimestre)	An 3 (par trimestre)
R 1	T1 : élaborations d'outils et méthodes	T1 : feedback sur les outils et méthodes pour amélioration	T1 : Amélioration outils
R 2	T1 : Identification et mise en place des groupes T2, en continu : réunions des groupes, documentation T3 : Campagnes de sensibilisation et d'échanges d'expériences	En continu : réunion des groupes. T3 : Campagnes de sensibilisation et d'échanges d'expériences	En continu : réunion des groupes. T2 : campagnes de sensibilisation et d'échanges d'expériences
R 3	T4 : premières visites d'échange (EKOKI)	T1 : visites d'échanges (entre zones d'interventions), premiers ateliers d'élaboration de chartes T3 : adoption et mise en œuvre des chartes	T1 : autoévaluation des chartes et de leur monitoring, partage de bonnes pratiques
R 4	T1 : étude baseline (Comportement, Attitudes, Pratiques) T3 : début de la capitalisation continue	En continu : capitalisation des pratiques et expériences, identification de thèmes de plaidoyer et de communication.	T1 et 2 : diffusion des capitalisations et études. T2 : étude endline et évaluation

Théorie du changement⁷

MASCULINITÉS POSITIVES & SANTÉ CO-RESPONSABLE :

LUTTE CONTRE LA CULTURE DU RISQUE ET DE LA VIRILITÉ CHEZ LES JEUNES EN RDC



⁷ Une version en format .jpg zoomable est jointe en annexe 4

Liens entre le CL et la ToC

Les résultats proposés agissent directement sur les chemins de changement individuels, communautaires et institutionnels. La méthodologie est remontante, se base sur l'échange d'expériences et de ressentis des parties prenantes (approche réflexive) pour stimuler le débat entre secteurs de la société. La progression vers la sphère d'influence se fait via une approche progressive : sensibiliser, organiser, mobiliser, plaider, qui amène les parties prenantes à identifier les actions de changement visible qu'elles peuvent mettre en place à court terme pour enclencher une dynamique multi acteurs positive. Le projet agit directement sur les chemins de changement individuels et communautaires et en partie sur le chemin de changement institutionnel. Une des hypothèses de changement privilégiée est que le déclencheur d'un changement social large est situé dans les comportements individuels plus que dans l'adoption d'un document politique ou stratégique. Si un petit groupe de personnes convaincues démontrent qu'un changement est possible dans un nombre limité d'institutions fréquentées quotidiennement par les habitants d'une commune (écoles, centres de santé, milieu professionnel comme mototaxi ou producteurs agricoles), alors la faisabilité d'un changement plus large deviendra quelque chose de réaliste et atteignable. Et la pression vers les autorités et autres institutions se fera par les citoyens et les organisations de la société civile.

6. Partenaires (Synergie et complémentarité)

Le projet se base sur un consortium de 4 partenaires, deux OSC congolaises et deux ACNG belges. Ensemble, ces 4 organisations couvrent les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire et économique, et elles sont toutes impliquées dans la promotion des Droits et la lutte contre les violences basées sur le genre. Les deux OSC congolaises ont également une forte expérience de plaider et les deux ACNG belges en capitalisation et recherche.

L'Académie Nationale Paysanne Congolaise a mis en œuvre le projet de « Professionnalisation des femmes paysannes congolaises et promotion du genre » pour contribuer à la promotion professionnelle et du genre en faveur de la femme paysanne congolaise dans les 4 provinces : Nord Kivu, Sud Kivu, Tshopo et Kinshasa. Spécifiquement, ce projet a accru l'empowerment des femmes paysannes congolaises et leurs capacités entrepreneuriales et techniques dans les activités agropastorales des OP appuyées par AgriCongo ; renforcer les bonnes pratiques et/ou incorporer la dimension genre dans les organisations partenaires d'AgriCongo dans les provinces cibles et promouvoir des processus de plaider au niveau provincial et national pour améliorer l'accès à, et le contrôle sur les ressources par les femmes paysannes.

Si Jeunesse Savait, organisation non gouvernementale congolaise basée à Kinshasa. Créée en 2001, elle milite pour le droit des femmes et des jeunes, et plus particulièrement des jeunes filles de moins de 24 ans dans 3 domaines : (1) l'usage et l'appropriation des TIC, (2) les droits sexuels et reproductifs et (3) l'entrepreneuriat. Elle a pour mission de promouvoir et de protéger les droits humains de tous, et en particulier ceux des femmes et des filles, des jeunes et des minorités sexuelles. Elle défend également l'idée d'un leadership fort pour que ces personnes puissent parler pour elles-mêmes, et en leur propre nom. La vision de Si Jeunesse Savait est de contribuer à ce que la RD Congo devienne un État de droit où règnent la démocratie, la justice, la liberté et l'égalité des chances, afin que les droits humains soient respectés et que les violences faites aux femmes et les inégalités sociales soit limitées.

Le projet sera étroitement connecté aux espaces collectifs de gestion des connaissances tels que Agricongo, le HubSanté, le FABAC, EMPRISE mais aussi les forums et plateformes des OSC congolaises tels que la coalition de lutte contre les grossesses non désirées (CGND), AfriYan RDC, She Decides RDC. Le projet s'articule avec les formulations en cours des programmes 2022-2026 du M/F et d'ULB-C et en maximise les synergies. Le projet s'articule également avec les résultats du projet EKOKI, mené entre 2019 et 2021 par SJS, et M/F (Financement de la Région de Bruxelles-Capitale) qui agit dans les écoles et campus universitaires afin de déconstruire les pratiques toxiques masculines. Le projet Masculinités Positive s'appuie sur les résultats obtenus par EKOKI, notamment la démonstration que le chemin de changement

« clubs de jeunes qui influencent leurs écoles respectives, ce qui suscite l'intérêt de l'administration de l'enseignement » fonctionne. L'expertise de Si Jeunesse Savait servira pour le renforcement des capacités des nouveaux acteurs ciblés : centres de santé, associations professionnelles, ...

7. Impact et durabilité

Impact :

Une des conditions pour l'atteinte de l'impact est que les groupes cibles et bénéficiaires voient rapidement des changements positifs dans leur quotidien, le projet met donc rapidement en place les espaces d'échanges. Un autre dispositif favorisant l'impact est le travail en groupes multi acteurs (enseignants, personnels de santé, associations de jeunes) pour produire des chartes d'engagement. Une forme d'émulation et de contrôle social se mettra en place et renforcera l'effectivité de ces chartes. Elles sont durables et permettent de rappeler une personne ou une institution à ses engagements. Conscient que ces chartes pourraient être mal perçues par les autorités publiques (de l'éducation ou de la santé) qui les verraient comme un empiètement sur leurs prérogatives, le projet prévoit, sur base des expériences de SJS et d'ULB-C à Kinshasa, d'impliquer dès le départ des représentants de ces autorités publiques. Cette participation dès les premiers échanges permet d'éviter les suspicions et de remporter l'adhésion des autorités publiques, qui pourront à leur tour diffuser ces bonnes pratiques dans leurs administrations respectives. Enfin, en combinant les expertises en plaidoyer de SJS et ANPC, leurs participations aux réseaux et plateformes avec l'expertise thématique et méthodologique de M/F et ULB-C, notamment en capitalisation et études, le projet se donne les moyens d'atteindre un impact large dans les secteurs de l'éducation, de la santé et divers secteurs professionnels dans les zones cibles.

Durabilité :

Ce projet s'inspire du travail communautaire de Si Jeunesse Savait dans les écoles de la ville de Kinshasa, les universités et les espaces des jeunes. L'approche basée sur la promotion des attitudes positives auprès des jeunes dans des espaces adaptés à chaque contexte (écoles, universités, associations...) constitue un gage pour garantir la durabilité des actions. Les capacités de ces espaces seront renforcées par les formations et la mise en place d'une charte d'engagement des parties prenantes pour perpétuer les attitudes positives acquises. La durabilité technique est assurée à travers la formation de formateurs en vue de poursuivre les activités sans l'accompagnement de l'ONG, les chartes qui manifestent durablement les changements décidés. La durabilité sociale est garantie par l'approche à long terme utilisée qui met ensemble les différents lieux de socialisation et valorisent leurs initiatives conjointes. Elle se base également sur une démarche de formation réflexive et de recherche action qui implique fortement le bénéficiaire en vue du changement de mentalité et de comportement. La durabilité financière dépend notamment du fait que les espaces de concertation multi-acteurs sont informels et ne nécessitent pas l'installation de structures coûteuses pour fonctionner. Les investissements nécessaires sont très limités et la formation de formateurs assure la répliquabilité de ces formations dans le fonctionnement habituel des OSC partenaires.

8. Visibilité du donateur

La visibilité de la DGD sera assurée conformément aux pratiques requises : visibilité sur les supports de communication en Belgique et en RDC, qu'ils soient physiques ou numériques (Logo et mention du soutien de la Coopération Belge). La visibilité sera également assurée sur les différents canaux de communication des ONG : articles sur les sites internet et réseaux sociaux des partenaires, présentation dans au moins 2 newsletters d'ULB-C, interview vidéo des partenaires de terrain qui sera diffusée sur les réseaux sociaux du Monde Selon les Femmes et d'ULB-C, mentions du projet et logo du bailleurs dans les outils de formations du projet et du Monde Selon les Femmes. Les activités de plaidoyer et de diffusion des bonnes pratiques feront l'objet d'une attention particulière étant donné le caractère innovant du projet. Les actions

de diffusion des résultats et productions scientifiques seront annoncées préalablement à l'Ambassade Belge en RDC et au cabinet de la Ministre, pour une éventuelle communication conjointe. Un investissement en matériel vidéo est proposé pour les partenaires, afin de compléter les dispositifs de sensibilisation avec des contenu vidéo, qui pourront être exploités via les réseaux sociaux. Un petit budget « communication » est prévu pour appuyer des activités.

9. Méthodes de suivi (Capacité de gestion)

Logique d'intervention	IOV	BL	Cible
O G : Les enseignants, les jeunes en cours de formation, les prestataires des soins, les usagers des soins dont les groupes professionnels spécifiques recourent de moins en moins à un comportement qui met la vie de leur entourage en danger y compris la violence (verbale ou physique), la violence basée sur le genre et refusent de s'y soumettre grâce au renforcement de leurs capacités et à la promotion d'un environnement favorable à la masculinité transformatrice dans les sites ciblées.			
O S : Pendant 30 mois, les comportements et attitudes masculines toxiques et leurs effets sur les Violences Basées sur le Genre sont identifiés, débattus et compris participativement par les groupes cibles à travers des processus d'échanges réflexifs et d'auto-apprentissage, qui aboutissent dans des chartes qui, avec l'appui de « facilitateurs d'égalités » issus de ces mêmes groupes cibles, servent de référence commune pour accompagner les changements de comportement.	Evolution de la perception sexospécifique, par les groupes cibles, d'une série de comportements masculins comme étant toxiques. (<i>étude CAP⁸ baseline qui définira la liste des comportements de genre et la perception sexospécifique qui leur est attachée</i>)	-	La différence de perception entre homme et femmes des comportements considérés comme toxiques diminue de moitié. (<i>étude CAP endline</i>)
Résultat 1 : Les capacités des groupes cibles dans les zones cibles sont renforcées dans le domaine des masculinités transformatrices à l'aide d'une approche réflexive couplée à des formations pratiques.	% de personnes formées par catégorie ciblée. % de motocyclistes formés parmi les usagers ciblés.	0 0	100% pour toutes les catégories Au moins 5% d'acteurs professionnels/usagers
Résultat 2 : Les espaces informels de réflexion mis en place (groupe de réflexion des prestataires et des usagers, groupe de réflexion des enseignants et élèves, étudiants) créent un filet de protection communautaire pour prévenir les attitudes et pratiques violentes et à risque vis-à-vis des jeunes filles et du couple mère-enfant.	Nbre de groupes de réflexion fonctionnel ⁹ ayant intégré la thématique « masculinités transformatrices »	0	Au moins 284 espaces informels de réflexion au sein des groupes cibles
Résultat 3 : Des mécanismes (chartes, ROI et mécanisme de monitoring et de gestion des plaintes) pour lutter contre les attitudes et pratiques violentes vis-à-vis des jeunes filles	Nbre de chartes adoptées et de dispositifs	0	Au moins 174 (dont au moins 121 écoles, 11 Zones de santé)

⁸ CAP : Comportement Attitudes et Pratiques

⁹ Critères de fonctionnalité (loi du tout ou rien) : Membres identifiés et formés, réunions trimestrielles avec compte rendu et documentation des bonnes pratiques à l'aide d'un outils standard du projet.

et du couple mère-enfant sont mis en place dans les institutions ciblées selon leur spécificité.	fonctionnels de monitoring des pratiques violentes	0	ciblées pour les CS,28 associations)
Résultat 4 : Le Comportement, Attitude et Pratiques des groupes cibles plus les transformations institutionnelles induits par le projet sont documentés à travers deux études (baseline et endline), la capitalisation des bonnes pratiques et une évaluation participative.	Etudes Baseline et Endline disponibles	0	2
	Le rapport de capitalisation est disponible.	0	1

Suivi du projet :

Le suivi du projet sera assuré par ULB-C sur base de son SME, certifié le 19/04/2019 par les Services de l’Evalueur Spécial. Le projet sera encodé dans le logiciel GESPRO propre à ULB-C, qui permet un suivi régulier des IOV, des risques et des budgets. Une équipe de pilotage administratif et technique du projet (EPP) sera constituée, composée de 4 personnes, 2 en Belgique (une personne de la Cellule Administration Finance, une personne de la Cellule des Opérations, Recherches et Innovation) et 2 en RDC (Responsable Administrative et Coordinateur à Kinshasa). La collecte des données de suivi technique sera assurée sur le terrain, les partenaires seront équipés de tablettes pour assurer une collecte complète et à temps. Une réunion de lancement (en distanciel) sera organisée pour s’assurer que chaque organisation dispose de la même information et que le planning de rapportage est bien harmonisé. Une évaluation finale par un·e consultant·e congolais·e sera organisée par un comité de pilotage. Les termes de référence seront partagés avec le bailleur avant leur diffusion, et une réponse managériale conjointe des 4 partenaires sera publiée après la réception du rapport final d’évaluation.

10. Budget détaillé axé sur les résultats

Le Monde Selon Les Femmes et ULB-Coopération ont été particulièrement attentifs à éviter tout risque de double financement entre ce projet et leurs programmes quinquennaux respectifs, notamment dans le financement des activités ou personnel des partenaires. Aucune autre demande de financement concernant le projet présente n’a été introduite ou obtenue par les parties prenantes au présent projet.

	An 1	An 2	An 3	Total	Partenaires	ULB-C
Coûts opérationnels : tous les résultats						
I (investissements)	5.800,00	-	-	5.800,00	5.800,00	-
F (fonctionnement)	17.400,00	24.100,00	8.700,00	50.200,00	23.000,00	27.200,00
P (personnel)	77.280,00	77.280,00	38.640,00	193.200,00	117.000,00	76.200,00
Total	100.480,00	101.380,00	47.340,00	249.200,00	145.800,00	103.400,00
Coûts opérationnels : évaluation et audit						
I	-	-	-	-	-	-
F	-	-	10.000,00	10.000,00	-	10.000,00
P	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	10.000,00	10.000,00	-	10.000,00
Résultat 1						
I	-	-	-	-	-	-
F	125.000,00	34.000,00	16.000,00	175.000,00	175.000,00	-
P	-	-	-	-	-	-
Total	125.000,00	34.000,00	16.000,00	175.000,00	175.000,00	-
Résultat 2						
I	-	-	-	-	-	-
F	75.200,00	77.200,00	38.700,00	191.100,00	143.100,00	48.000,00
P	-	-	-	-	-	-
Total	75.200,00	77.200,00	38.700,00	191.100,00	143.100,00	48.000,00
Résultat 3						
I	-	-	-	-	-	-
F	1.000,00	7.000,00	4.000,00	12.000,00	12.000,00	-
P	-	-	-	-	-	-
Total	1.000,00	7.000,00	4.000,00	12.000,00	12.000,00	-
Résultat 4						
I	-	-	-	-	-	-
F	15.000,00	4.700,00	12.600,00	32.300,00	24.800,00	7.500,00
P	-	-	-	-	-	-
Total	15.000,00	4.700,00	12.600,00	32.300,00	24.800,00	7.500,00
Total opérationnel	316.680,00	224.280,00	128.640,00	669.600,00	500.700,00	168.900,00
Frais admin 7%	22.167,60	15.699,60	9.004,80	46.872,00		
Total	338.847,60	239.979,60	137.644,80	716.472,00		

11. Analyse de risques

Estimation du risque					Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)			Suivi du risque	
Source et nature du risque	Probabilité	Effets	Risque	Résultat	Responsable	Traitement	Timing	Responsable	Quand
Risque 1 : Les prestataires des soins et responsables scolaires interprètent négativement le projet (perception de risque moral, réputation, déontologie).	2	4	3	1	Responsable du projet OSC Sud	Profiter des espaces d'échanges réflexifs pour exposer le lien entre la prise en compte des questions de genre et de masculinité dans la santé et la réputation des formations sanitaires auprès des usagers.	Dès le début du projet	Responsable du projet et responsable du suivi et évaluation du projet	Tout au long du projet. avant, pendant et après chaque rencontre ou formation avec les formulaires de pré et post test.
Risque 2 : Opposition des groupes religieux ou autre organisation s'opposant aux valeurs portées par le projet.	4	4	2	2	Responsable du projet OSC Sud	Intensification du travail communautaire/médiatique pour expliquer la démarche de la réduction des risques	Dès le début du projet	Responsables du projet	A chaque fois qu'il est ou sera nécessaire
Risque 3 : La phase de dépression inhérente à toute courbe de changement si des résultats ne sont pas visibles rapidement pourrait mener à un blocage du processus ¹⁰	4	2	2	Tous	Partenaires et EPP (ULB-C)	Planifier des formations et réunions régulières, avec en fin de réunion une ou deux décisions concrètes à mettre en œuvre à court terme Eviter tout délai ou retard dans les transferts de budget pour la réalisation des activités.	En continu	SJS et ANPC	En continu

¹⁰ Cf les travaux de la psychiatre et psychologue Elisabeth Kübler-Ross

12. Liste des Annexes

1. Statuts de ULB-Coopération
2. Copie du dernier rapport des comptes financiers annuels
3. Copie du dernier rapport d’audit
4. Schéma de la Théorie du Changement en version taille réelle
5. Tableaux budgétaires complets
6. Planning détaillé des activités par résultat